

## COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX

### Déclaration de responsabilité de la direction État des résultats prospectif (non audité) pour les exercices se terminant le 31 mars 2022 et le 31 mars 2023

---

La responsabilité de la compilation, du contenu et de la présentation de l'information financière prospective qui accompagne les résultats des exercices qui prendront fin le 31 mars 2022 et 2023 repose entièrement sur la direction de l'organisme.

La direction est responsable des renseignements contenus dans l'information financière prospective et du processus d'élaboration d'hypothèses. Les hypothèses ont été adoptées en date du 8 décembre 2021 et cadrent avec les plans décrits dans le Plan ministériel; elles tiennent aussi compte de la conjoncture économique et du contexte opérationnel, et présupposent que les priorités gouvernementales, ainsi que le mandat et les objectifs stratégiques de l'organisme demeureront les mêmes. Une grande partie de l'information financière prospective se fonde sur ces hypothèses, sur les meilleures estimations possibles et sur le jugement, et elle tient compte comme il se doit de facteurs comme l'importance relative. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Cependant, comme toutes les hypothèses, celles-ci comportent une part d'incertitude qui croît à mesure que l'horizon prévisionnel s'allonge.

Les résultats réels des exercices visés dans l'information financière prospective varient par rapport à l'information présentée et les écarts peuvent être importants.

L'état des résultats prospectif de la Commission des champs de bataille nationaux (Commission) n'a pas fait l'objet d'un audit.

La version originale a été signée par :  
Annie Talbot  
Secrétaire-directrice générale

La version originale a été signée par :  
Bernard Laquerre  
Dirigeant principal des finances

Ville de Québec, Québec  
Le 15 décembre 2021

Ville de Québec, Québec  
Le 15 décembre 2021

## COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX

État des résultats prospectif (non audité)  
Exercice se terminant le 31 mars  
(en dollars)

	<b>Résultats projetés de 2021-2022</b>	<b>Résultats prévus de 2022-2023</b>
<b>Charges</b>		
Conservation	4 410 650 \$	3 332 410 \$
Promotion du patrimoine	1 878 830	1 544 240
Services internes	8 112 761	8 056 736
<b>Total des charges</b>	<b>14 402 241</b>	<b>12 933 386</b>
<b>Revenus</b>		
Stationnements	971 360	1 263 000
Activités pédagogiques et accueil	332 090	432 000
Loyers	104 270	110 000
Autres revenus	181 770	245 000
<b>Total des revenus</b>	<b>1 589 490</b>	<b>2 050 000</b>
Excédent des revenus sur les charges de la fiducie (note 5)	(16 754)	(16 797)
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et le transfert</b>	<b>12 795 997 \$</b>	<b>10 866 589 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante de l'état des résultats prospectif.

## **COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX**

Notes à l'état des résultats prospectif (non audité)  
pour l'exercice se terminant le 31 mars

### **Notes à l'état des résultats prospectif (non audité)**

#### **1. Pouvoir et objectifs**

La Commission a été constituée en 1908 en vertu de la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec.

La Commission est un établissement public inscrit à l'Annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP).

La mission de la Commission est de s'assurer que toutes les richesses culturelles, récréatives et naturelles du parc des Champs-de-Bataille soient développées dans le meilleur intérêt des Canadiens et Canadiennes et que l'image du gouvernement canadien soit renforcée sans compromettre le caractère historique du site. Pour se faire, elle doit acquérir, préserver et aménager les grands champs de bataille historiques de Québec.

Le territoire du parc des Champs-de-Bataille administré par la Commission comprend :

- les Plaines d'Abraham, site de la bataille de 1759 opposant les généraux Wolfe et Montcalm;
- le parc des Braves, témoin de la bataille de Sainte-Foy en 1760;
- la terrasse Pierre-Dugua-de Mons à l'est de la Citadelle de Québec surplombant le Cap-aux-Diamants;
- le Musée des plaines d'Abraham sis sur l'avenue Wilfrid-Laurier;
- la maison Louis S. St-Laurent sise au 201-203, Grande-Allée Est à Québec;
- les voies de circulation limitrophes, deux tours Martello sur le site et une dans la Ville de Québec.

#### **2. Méthodologie et hypothèses importantes**

L'état des résultats prospectif a été établi en fonction des priorités du gouvernement qui sont décrits dans le plan ministériel. Les renseignements présentés dans les résultats projetés de l'exercice 2021-2022 sont fondés sur les résultats réels en date du 30 novembre 2021 et sur les prévisions pour le reste de l'exercice. Des prévisions ont été réalisées pour les résultats prévus de l'exercice 2022-2023.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions sont les suivantes :

- les activités de la Commission resteront essentiellement les mêmes que celles de l'exercice précédent;
- les charges et les revenus, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont fondés sur l'expérience. La Commission s'attend à ce que l'évolution générale historique se poursuive.

Ces hypothèses sont adoptées en date du 15 décembre 2021.

## **COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX**

Notes à l'état des résultats prospectif (non audité)  
pour l'exercice se terminant le 31 mars

### **3. Variation et évolution des prévisions financières**

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice 2021-2022 et pour 2022-2023, les résultats réels des deux exercices risquent de différer des prévisions financières présentées, et cet écart pourrait être important.

Lors de la préparation de cet état des résultats prospectif, la Commission a établi des estimations et des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer des résultats financiers réels subséquents. Elles sont fondées sur l'expérience et d'autres facteurs, notamment les prévisions relativement aux événements futurs qui sont considérées comme raisonnables compte tenu des circonstances, et sont évaluées de façon continue.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre l'état des résultats prospectif et les états financiers historiques sont notamment :

- le moment et le montant des acquisitions et des aliénations d'immobilisation qui peuvent influencer sur les gains ou pertes et les charges d'amortissement;
- la mise en œuvre de nouvelles conventions collectives;
- la conjoncture économique qui peut avoir une incidence sur le montant des revenus perçus;
- les modifications supplémentaires au budget de fonctionnement en raison de nouvelles initiatives ou de rajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice.

Une fois le plan ministériel présenté au Parlement, la Commission ne fera pas de mise à jour des prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans les budgets supplémentaires des dépenses. Les écarts sont expliqués dans le rapport ministériel sur les résultats.

### **4. Sommaire des principales conventions comptables**

L'état des résultats prospectif a été préparé conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada en vigueur pour l'exercice 2021-2022, et s'appuie sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence notable par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

#### **a) Charges**

Les charges sont comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services sont rendus, selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Elles comprennent les charges de fonctionnement liées au personnel, services professionnels et spéciaux, réparations et entretiens, services publics, fournitures et approvisionnements, ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles.

#### **b) Revenus**

Les revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent, selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

## COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX

Notes à l'état des résultats prospectif (non audité)

pour l'exercice se terminant le 31 mars

### 5. Autorisations parlementaires

La Commission reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires. La formule de comptabilisation des autorisations consenties ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats prospectif peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, le coût de fonctionnement net de la Commission pour l'exercice est différent s'il est présenté selon le principe du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants.

#### a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées

	<b>Résultats projetés de 2021-2022</b>	<b>Résultats prévus de 2022-2023</b>
	<b>(en dollars)</b>	
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et le transfert</b>	<b>12 795 997</b>	<b>10 866 589 \$</b>
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations:		
Amortissement des immobilisations corporelles	(1 118 500)	(1 281 000)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(250 000)	(250 000)
Diminution des indemnités de vacances et congés compensatoires	58 600	0
Diminution des avantages sociaux futurs	8 700	8 700
Charges relatives au compte en fiducie	(2 000)	(2 000)
Revenus non fiscaux	1 539 490	2 000 000
Revenus relatifs au compte en fiducie	18 754	18 797
Total des éléments qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	255 044	494 497
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	1 561 000	500 000
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations	1 561 000	500 000
<b>Autorisations demandées prévues pour être utilisées</b>	<b>14 612 041 \$</b>	<b>11 861 086 \$</b>

## COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX

Notes à l'état des résultats prospectif (non audité)  
pour l'exercice se terminant le 31 mars

### b) Autorisations demandées

	<b>Résultats projetés de 2021-2022</b>	<b>Résultats prévus de 2022-2023</b>
	<b>(en dollars)</b>	
<b>Autorisations demandées:</b>		
Patrimoine canadien:		
Crédits votés 1 - Dépenses du programme	12 177 974 \$	9 127 247 \$
Autorisations parlementaires non utilisées	(331 130)	0
	11 846 844	9 127 247
Contributions législatives aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 225 707	733 839
Poste législatif - Charges correspondant aux produits reçus en vertu de l'article 29.1(1) de la LGFP	1 539 490	2 000 000
<b>Autorisation demandées totales</b>	<b>14 612 041 \$</b>	<b>11 861 086 \$</b>

### 6. Compte en fiducie

Dès la création de la Commission, un compte en fiducie a été établi pour recevoir les fonds d'individus, de corporations municipales, de gouvernements provinciaux et autres dans le but d'acquiescer et de conserver les grands champs de bataille historiques de Québec. Depuis septembre 1984, le compte en fiducie est régi conformément aux dispositions de l'article 9.1 de la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec, lequel prévoit son utilisation aux fins pour lesquelles les sommes reçues ont été mises à la disposition de la Commission. Les produits et les charges sont inclus dans l'état des résultats prospectif de la Commission et se détaillent comme suit :

	<b>Résultats projetés de 2021-2022</b>	<b>Résultats prévus de 2022-2023</b>
	<b>(en dollars)</b>	
<b>Charges</b>		
Amortissement des immobilisations corporelles	3 048 \$	3 048 \$
Services professionnels	2 000	2 000
<b>Total des charges</b>	<b>5 048</b>	<b>5 048</b>
<b>Revenus</b>		
Intérêts	3 754	3 797
Divers	15 000	15 000
<b>Total des revenus</b>	<b>18 754</b>	<b>18 797</b>
Ajustement pour les éléments n'ayant pas d'incidence sur les autorisations:		
Amortissement des immobilisations corporelles	3 048	3 048
<b>Excédent des revenus de fiducie sur les charges de la fiducie</b>	<b>(16 754)</b>	<b>(16 797)</b>
Solde au début de l'exercice	1 444 987	1 461 741
<b>Solde de fin de l'exercice, déposé au receveur général du Canada</b>	<b>1 461 741 \$</b>	<b>1 478 538 \$</b>

## **COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX**

Notes à l'état des résultats prospectif (non audité)  
pour l'exercice se terminant le 31 mars

### **7. Incidences de la pandémie mondiale de coronavirus (COVID-19)**

Dès l'annonce de la pandémie en mars 2020, la Commission a pris des mesures pour limiter la propagation de la COVID-19 et réduire les risques pour les utilisateurs du parc et les employés, selon les conseils des experts de la santé publique. Elle a notamment procédé à la fermeture du Musée des plaines d'Abraham et les événements publics ont été annulés, incluant les festivals et événements culturels et sportifs tenus sur les sites de la Commission. Elle a aussi adopté des solutions de rechange numériques pour le télétravail des employés et pour l'offre d'activités pédagogiques de façon virtuelle, et a reporté ses campagnes publicitaires et promotionnelles, tout en assurant les services essentiels pour le maintien d'un parc sécuritaire. La Commission a également installé de l'affichage sur le parc et réaménagé les lieux de travail et les lieux publics pour rappeler aux employés et aux usagers les consignes de distanciation physique.

L'incidence de ces changements sur les opérations de la Commission demeure incertaine incertaine puisqu'après la reprise progressive des activités, certaines mesures sanitaires sont toujours en vigueur, en conformité avec les directives gouvernementales. L'écart entre les revenus prévus pour 2021-2022 et les prévisions de revenus pour 2022-2023 est expliqué par l'impact de la pandémie. La Commission prévoit ses revenus futurs selon l'expérience historique précédent cette situation exceptionnelle, puisqu'il n'est pas possible d'estimer de manière fiable la durée et la gravité de l'impact sur la situation financière et les résultats financiers au cours des périodes futures. Au 15 décembre 2021, cette situation n'était pas encore résorbée

Alors que la situation évolue, la Commission continue de suivre les directives des autorités gouvernementales et de la santé publique en priorisant la santé et la sécurité des usagers et des employés.